

Convention collective départementale

**IDCC : 1560. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Alpes-Maritimes)
(27 juillet 1989)**

(Bulletin officiel n° 1990-2 bis)

*(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,
Journal officiel du 5 juillet 1990)*

AVENANT DU 12 JUIN 2014

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX TAUX GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1450890M

IDCC : 1560

Entre :

L'UIMM Côte d'Azur,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} juillet 2014

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est portée à 4,50 €, à compter du 1^{er} juillet 2014, pour la détermination du barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective susvisée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-dessus, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 155 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

- K 140 : 725,69 € ;
- K 145 : 725,85 € ;
- K 155 : 726,15 €.

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

Article 2

Taux garantis annuels à compter de l'année 2014

Les signataires conviennent d'instituer à compter de 2014 un barème de taux garantis annuels (TGA) applicable à l'ensemble des catégories de personnels visées à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires s'il y a lieu.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective, et dans le cas de travaux pénibles, dangereux et insalubres visés par l'accord national du 13 juillet 1983 ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonctions, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

Article 3

Dépôt

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Nice, le 12 juin 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des taux garantis à compter de l'année 2014

Base : 151,67 heures mensuelles (35 heures hebdomadaires).

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS ATAM
I	140	17 432
	145	17 432
	155	17 489
II	170	17 501
	180	17 563
	190	17 625
III	215	18 072
	225	18 779
	240	19 968
IV	255	20 970
	270	22 188
	285	23 394
V	305	24 825
	335	27 247
	365	29 684
	395	32 106

ANNEXE II

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} juillet 2014

Base de calcul de la prime d'ancienneté : 35 heures.

Base : 151,67 heures.

Valeur du point : 4,50 €.

I. – Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	765,00
	2	180	810,00
	3	190	855,00
III	1	215	967,50
	2	225	1 012,50
	3	240	1 080,00
IV	1	255	1 147,50
	2	270	1 215,00
	3	285	1 282,50
V	1	305	1 372,50
	2	335	1 507,50
	3	365	1 642,50
		395	1 777,50

II. – Ouvriers

(Incluant la majoration de 5 % découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46
II	1	170	803,25
	3	190	897,75

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
III	1	215	1 015,88
	3	240	1 134,00
IV	1	255	1 204,88
	2	270	1 275,75
	3	285	1 346,63

III. – Agents de maîtrise d’atelier

(Incluant la majoration de 7 % découlant de l’accord national du 30 janvier 1980)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
III	1	215	1 035,23
	3	240	1 155,60
IV	1	255	1 227,83
	3	285	1 372,28
V	1	305	1 468,58
	2	335	1 613,03
	3	365	1 757,48
		395	1 901,93